

Les subsides

qu'aujourd'hui les gens vont vous croire. Mais jamais les gens ne vont vous croire maintenant. Et les gens demandent et exigent que dans la réforme de la fiscalité les députés conservateurs qui ont du courage, que ce premier ministre qui les a trompés à quatre reprises, leur disent que la nourriture qui est le bien essentiel pour la question de survie de la population ne soit pas taxée.

Et les députés conservateurs se demandent: Comment cela se fait-il que la population ne nous fait plus confiance? Comment cela se fait-il que la population ne nous écoute pas? Comment cela se fait-il que la population, en bon «canayen», ne nous *trust* pas. Mais c'est simple. Ce même gouvernement, dans un même budget qui désindexait les pensions de sécurité de la vieillesse, qui désindexait les allocations familiales, décidait de mettre une taxe de 10 p. 100 sur les médicaments, utilisait la santé de la population. S'abaisser le plus bas... Jamais un gouvernement dans l'histoire du Canada, peu importe la couleur politique, ne s'est abaissé aussi bas, savoir utiliser la santé, la maladie des gens pour taxer et combler son déficit.

Et c'est suite aux pressions faites par la population, que ce soit au niveau des personnes âgées pour forcer ce gouvernement à reculer et à rétablir la pleine indexation des pensions de sécurité de la vieillesse...

Malheureusement, on n'a pas réussi à faire changer ce gouvernement scandaleux au niveau de l'indexation des allocations familiales, mais on a réussi au moins à forcer... Quand vous pensez que les seringues qu'utilisent tous les jours les gens qui souffrent de diabète, ce gouvernement conservateur, ce ministre des Finances, on devrait dire le ministre de la Haute Finance, ce ministre avait décidé délibérément de taxer ces gens-là, monsieur le Président. Et n'eût été l'Opposition officielle avec les représentants de ces groupes, les gens qui achetaient des médicaments pour maladies cardio-vasculaires ou de la machinerie pour maladies respiratoires, de ce même gouvernement, aucun député conservateur ne s'est levé puis a dit: Assez, ce scandale, monsieur le premier ministre. Cessez de vous attaquer aux pauvres gens. Non, personne! Et en même temps, ces gens-là... sur l'exemption des gains en capital, Alain Dubuc a dit: S'il y avait un Oscar à attribuer, c'est celui de l'exemption des gains en capital qui gagnerait.

Et on se rappelle qu'en même temps, à cette même occasion, et la population canadienne de toutes les provinces, de toutes les circonscriptions se le rappelle et ne fait pas confiance à ce gouvernement face à la réforme de la fiscalité, parce qu'elle se rappelle en même temps que ce gouvernement modifiait l'impôt, augmentait l'impôt des particuliers, et en même temps déposait une loi pour rembourser les riches des banques, des deux banques qui avaient fait faillite, les gens qui avaient 60 000 \$ ou plus. Ce sont des milliards de dollars que ce gouvernement a donnés aux riches, aux frères Reisman, pour la transaction Gulf, pour permettre la fermeture de la raffinerie Gulf dans l'est de Montréal. Tous ces scandales! Et aujourd'hui, les députés conservateurs voudraient que la population du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de Halifax, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de l'Alberta, de Vancouver, de la Colombie-Britannique, ces députés conservateurs voudraient qu'après tous ces scandales qu'on a vus, de pots-de-vin, de tripotage, après toutes ces injustices causées à l'endroit de la population, que lorsque le premier ministre et le

ministre des Finances disent qu'ils vont faire une réforme globale au niveau de la fiscalité, ne vous inquiétez pas, on va peut-être taxer la nourriture, on va vous donner un petit crédit d'impôt de 15 000 \$ pour les plus pauvres... Voyons donc, messieurs et mesdames les députés conservateurs! Réveillez-vous! L'épicière va-t-elle faire crédit sans intérêt à chaque famille pauvre, parce qu'il dit: Vous payez la taxe sur la nourriture, mais vous me donnerez la différence au bout d'un an, parce que M. Mulroney va m'envoyer un petit chèque, je suis «en bas» des 15 000 \$. Mais si j'ai le malheur d'avoir du travail en temps supplémentaire, de faire 500 \$ de plus dans l'année, 15 500 \$, je viens de les perdre. C'est ridicule, c'est de la folie même. C'est inacceptable.

● (1630)

Et nous, de l'Opposition officielle, nous disons: Oui, cela prend une réforme de la fiscalité. Mais cela prend une réforme de la fiscalité tout en maintenant qu'on fait une réforme au niveau des programmes sociaux. Il faut une réforme de la fiscalité pour s'assurer qu'il y ait une justice, et s'assurer que chaque citoyen et citoyenne qui fait des revenus élevés, puisqu'il ou elle va bénéficier des programmes et des services offerts par la population canadienne et le gouvernement canadien, doit payer son dû, doit payer de l'impôt. Mais que cette équité soit dans la justice au lieu de permettre aux riches d'utiliser tous les abris fiscaux et de ne payer aucun cent d'impôt et que ce soient les gens de la classe moyenne... Ces gens-là sont «tannés», fatigués, pour ne pas dire d'autres mots, de payer toujours des taxes, des impôts.

Et si on va dans le sens où le gouvernement nous amène dans sa réforme de la fiscalité, qui va payer la note? Ce sont les gens de la classe moyenne, des pères de famille, des mères de famille, des jeunes couples, des travailleurs et des travailleuses qui vont travailler, qui vont investir pour la collectivité canadienne et en retour, sur leur chèque de paie, le gouvernement conservateur va venir chercher presque la moitié, de façon déguisée, par toutes les taxes. Si demain vous appelez le plombier, vous allez payer une taxe de 10 p. 100 pour la réparation du robinet; si demain vous allez voir le boucher, vous allez payer 10 p. 100 sur la nourriture; vous allez chez le boulanger, vous allez payer 10 p. 100; vous allez voir un avocat, un notaire; 10 p. 100; votre comptable pour faire les impôts: 10 p. 100. C'est cela l'équité et la justice? C'est de l'hypocrisie financière, la réforme fiscale de ce gouvernement.

Monsieur le Président, l'Opposition officielle, le parti libéral s'est battu pour sauver le dossier des personnes âgées dans la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse; on s'est battu dans le dossier de la taxe sur les médicaments; on s'est battu dans le dossier des allocations familiales; et encore dernièrement, on continue à lutter contre l'injustice causée à l'endroit des travailleurs âgés par ce gouvernement qui a décidé de couper les prestations d'assurance-chômage à ces travailleurs âgés. Ces gens-là, après un an et demi, sont obligés de se traîner dans des régions, d'aller voir chaque député pour forcer ce gouvernement à adopter un projet de loi, alors que les gars de la haute finance ont juste à téléphoner au bureau du premier ministre et le Bureau rampe par terre pour adopter un projet de loi en vitesse, sans qu'on sache à qui ces milliards de dollars allaient.